



Attaquer l'Iran. De fausses informations sur une relation terroriste pourraient servir de prétexte à la guerre.

Par [Philip Giraldi](#)

Mondialisation.ca, 08 mars 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Les experts du Moyen-Orient ont depuis longtemps admis que les Etats-Unis et Israël cherchent une excuse pour attaquer l'Iran. La conférence qui s'est déroulée à Varsovie allait dans ce but, clairement exprimé par le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, mais elle n'a pas réussi à rallier le soutien des Etats européens ni du Moyen-Orient. L'Europe, en particulier, a montré que la normalisation des relations avec l'Iran dans le cadre des accords nucléaires multipartites de 2015 était, au contraire, la voix préférée pour éviter une guerre et la prolifération des armes nucléaires.

Certaines fondations à Washington, toutes étroitement liées à Israël et au lobby juif aux Etats-Unis, ont pour mission de monter un dossier prônant la guerre contre l'Iran. Ils cherchent tous les prétextes possibles, arguant que l'Iran triche sur son programme nucléaire, développe des missiles balistiques qui lui permettrait d'envoyer ses têtes nucléaires sur des cibles en Europe et même aux Etats-Unis, que c'est un gouvernement d'oppression et une dictature qui doit être soumis au changement de régime afin de libérer le peuple iranien et lui donner la démocratie, et, le plus criant, qu'il fomenté et soutient des guerres et des menaces contre les Etats-Unis à travers tout le Moyen-Orient.

On pourrait raisonnablement contrer ces allégations en rappelant les inspections rigoureuses entreprises par l'*Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)* attestant du fait que l'Iran n'a aucun programme d'armement nucléaire, une position maintenue aussi par l'ensemble des services américains de renseignement dans son rapport *Worldwide Threat Assessment (n.d.t Rapport sur la menace internationale)*.

Qui plus est, le programme de missile iranien doit être vu comme défensif, face aux menaces constantes proférées par Israël et les Etats-Unis ; et la chute du gouvernement iranien est l'affaire des Iraniens et ne devrait pas être le résultat de l'intervention militaire d'une puissance étrangère qui étrangle économiquement le pays. Et pour ce qui est de provoquer des guerres au Moyen-Orient, comptez sur les Etats-Unis et Israël et non l'Iran.

Les vautours à Washington, à savoir le conseiller de la sécurité nationale John Bolton, le secrétaire d'Etat Mike Pompeo et, apparemment le président Donald Trump lui-même lorsqu'il s'agit de l'Iran, sont frustrés par l'absence de *casus belli* sur laquelle faire reposer leur guerre. Sans doute pressés par Netanyahu, ils ont apparemment redonné vie à une vieille histoire afin de leur donner ce qu'ils veulent, allant jusqu'à développer un argumentaire, qui pourrait justifier une attaque de l'Iran sans déclaration de guerre et sans

que ce dernier ne présente une menace imminente pouvant légitimer une attaque préemptive.

Ce qui pourrait devenir la nouvelle politique iranienne a été récemment décrite dans un article du *Washington Times*, qui n'a malheureusement reçu que peu d'attention des médias, des experts ou des responsables politiques, peu nombreux à critiquer modérément et par intermittence la prédisposition de Washington à attaquer d'abord et réfléchir après.

L'article s'appelle ["Exclusive: Iran-al Qaeda alliance May Provide Legal Rationale for U.S. military strikes"](#). Les arguments importants de cet article devraient être pris sérieusement par tous ceux qui s'inquiètent de ce qui pourrait arriver dans le Golfe persique car ce n'est pas le *blablabla* habituel provenant de divagations arrogantes de quelques penseurs, même s'il y en a un peu quand même. Il cite des sources officielles en en nommant certaines, même si ceux qui ne sont pas identifiés font clairement partie de l'administration.

En tant qu'ancien agent de la CIA qui a travaillé sur la cible iranienne de nombreuses années, j'ai été choqué en lisant l'article dans le *Times* essentiellement parce qu'il ressemblait aux rapports fabriqués de toute pièce utilisés contre l'Irak et l'Iran entre 2001 et 2003. Il se base sur l'idée qu'une guerre contre l'Iran est désirable pour les Etats-Unis, et pour Israël en coulisse, et qu'il faut donc trouver une bonne excuse pour la commencer. Et la menace du terrorisme est toujours un bon argument pour convaincre le public américain d'agir. C'est ce que cet article s'évertue de faire et sa lecture est particulièrement démoralisante dans la mesure où il semble refléter l'opinion de la Maison Blanche.

J'écris de façon critique depuis longtemps sur la CIA et le Moyen-Orient, et suis habitué à une réaction négative de la part de mes anciens collègues. Mais ici, les appels et e-mails que j'ai reçus d'anciens agents des services de renseignement, qui ont partagé mon expérience au Moyen-Orient et avaient lu l'article, allaient dans le sens contraire, condamnant l'utilisation d'infox et de renseignements artificiels pour déclencher une autre guerre inutile.

L'article déclare que l'Iran soutient Al-Qaida en lui fournissant une aide financière, des armes et des sanctuaires à travers le Moyen-Orient afin qu'il puisse mener ses attaques terroristes. Il le fait en dépit de leurs différences idéologiques car ils ont un ennemi commun : les Etats-Unis. Selon l'article et ses sources, cette connivence « *s'est transformée en une menace sécuritaire mondiale d'un niveau inacceptable* » et la Maison Blanche est bien déterminée « *à trouver une possible justification légale à des frappes militaires contre l'Iran et ses intermédiaires* ».

On pourrait raisonnablement se demander pourquoi les Etats-Unis se soucient de l'aide iranienne apportée à Al-Qaida dans la mesure où les deux ont la tête sur le billot américain et attendent que le couperet tombe. La raison réside dans la loi *Authorization to Use Military Force*, initialement rédigée après les attentats du 11 septembre, pour fournir un verni légal à la poursuite d'Al-Qaida à travers le monde, mais qui, depuis, a été remaniée afin de l'étendre à « *des groupes associés* ». Si l'Iran est un groupe associé potentiel, alors le président Trump et sa bande de maniaques arrogants et suffisants encouragés par Netanyahu peuvent déclarer « *explosons la tête de M. Ayatollah* ». Et si Israël est impliqué, alors le Congrès et les médias donneront leur entière bénédiction. La question est donc de savoir si cette administration est à la fois capable et disposé à commencer une guerre majeure en se basant sur des conneries. Je prends les paris !

Le *Times* explique le fonctionnement de l'opération: « *des sources légales et provenant du Congrès estiment que la loi pourrait aujourd'hui fournir un motif légal pour attaquer le territoire iranien ou des intermédiaires si le Président Trump décidait que Téhéran représente une menace imminente pour les Etats-Unis ou Israël et que les sanctions économiques ne suffisent pas à la contenir* ». Le journal ne prend pas la peine d'expliquer en quoi consisterait cette « *menace imminente* » pour les Etats-Unis de la part d'un Iran affaibli, mais on voit qu'Israël est, comme d'habitude, mêlé à tout cela, qu'il exerce son option de victime perpétuelle, et se sent apparemment en insécurité en dépit de son arsenal nucléaire et son écrasante supériorité militaire régionale, assurée par le Congrès américain.

Curieusement, bien que de nombreux représentants de l'administration, ralliés à cette ligne dure contre l'Iran supposé être « *le sponsor mondial du terrorisme* », soient disposés à exprimer leurs analyses de l'axe Iran-Al Qaida, les auteurs du récent rapport *Worldwide Threat Assessment* publié par les services du renseignement n'en avaient eux jamais entendu parler. Pendant ce temps-là, le département d'Etat considère que l'Iran manipule les hommes et l'argent d'Al-Qaida, les déplaçant vers des cibles en Asie centrale et du sud, même si cette vision ne cadre pas avec [la dernière attaque majeure](#) attribuée à Al-Qaida, datée du 13 février dans le sud-est de l'Iran contre les Gardiens de la Révolution, et qui s'est soldée par la mort de 27 soldats.

Le rapport sur l'évaluation sécuritaire annuelle du gouvernement condamne aussi particulièrement le financement de groupes tels que *Hezbollah* et le *Hamas*, tous les deux étant, et ce n'est pas là une coïncidence, des ennemis d'Israël, qui n'a cure des menaces contre les Etats-Unis sauf pour le fait que ces derniers sont constamment en train d'interférer au Moyen-Orient pour le compte de l'Etat juif.

Et lorsqu'un doute se profile, les auteurs de l'article en reviennent aux « *vieux fondements* » de la *Fondation pour la défense des démocraties*, le *think tank* néo conservateur, qui, par ailleurs, travaille en étroite collaboration avec le gouvernement israélien et n'a jamais critiqué le niveau de démocratie en Israël. Un de ses porte-paroles a été prompt à déclarer : « *l'administration Trump a raison de porter son attention sur l'ensemble des activités de l'Iran même les plus petites, ce qui inclu le soutien de longue date à Al-Qaida* ».

En effet, le seul expert cité par le *Times* qui soit réellement un spécialiste et ait examiné les documents originaux, plutôt que de s'appuyer sur des textes gouvernementaux et des sujets de discussion de *think tank*, contredit cette histoire entre l'Iran et Al-Qaida. « *Nelly Lahoud, un ancien analyste du terrorisme à l'U.S. Military Academy et maintenant membre de la Foundation New America, a été une des premières à analyser les documents saisis dans la cachette de Ben Laden à Abbottabad au Pakistan. Dans une analyse pour le Conseil Atlantique écrit à l'automne dernier, elle explique que ces dossiers témoignent d'un profond scepticisme et d'une grande hostilité de la part des leaders d'Al Qaida envers le régime iranien, mais aussi de leur compréhension qu'une rupture totale avec Téhéran n'était pas souhaitable.*

Dans aucun des documents, qui datent de juin 2004 à quelques jours avant sa capture, « n'ai-je trouvé de références indiquant une quelconque collaboration entre Al Qaida et l'Iran pour mener des attaques terroristes », a-t-elle conclu.

Donc, le but du jeu est bien d'attaquer l'Iran même si l'histoire d'Al-Qaida n'est pas fondée. Les enjeux sont majeurs et tous les coups sont permis quand il s'agit de produire, déduire ou fabriquer les indices qui pourraient justifier la guerre. L'Iran et le terrorisme ? Parfait.

Essayons cela, parce qu'après tout, envahir l'Iran ira comme sur des roulettes et les personnes dans les rues seront là pour acclamer nos chars qui défilent. Quels problèmes pourrait-on rencontrer?

Philip Girdali

Article original en anglais :



[Attacking Iran. Fake News About a Terrorist Connection Could Serve as a Pretext for War](#), le 26 février 2019

Traduction et Synthèse : Z.E pour [France-Irak Actualité](#)

Philip Girdali, expert en lutte anti-terroriste, est un ancien officier de la CIA et des services secrets militaires américains. Il a exercé pendant 20 ans en Europe et au Proche-Orient. Philip Girdali dirige le Council for the National Interest (Conseil pour l'Intérêt National), une fondation chargée de promouvoir la politique américaine au Proche-Orient en dehors de toutes pressions étrangères, donc y compris - et surtout - israéliennes. Site web: www.councilforthenationalinterest.org, - E-mail : inform@cnionline.org.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Philip Girdali](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : **[Philip Girdali](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca